

## Plan : Droit de la famille

### INTRODUCTION

- 1 – la Notion de famille :
- 2 – Famille nucléaire et famille élargie. :
- 3 –La famille en quelques chiffres.

### PREMIERE PARTIE : Le couple :

#### TITRE 1er : Le couple non marié

#### CHAPITRE I – Le concubinage

##### I – Existence du concubinage

- A/ Notion de concubinage
- B/ éléments consitutifs
  - 1/ Une union de fait
  - 2/ Une communauté de vie
  - 3/ Une union de fait stable et continue :
- C/ Preuve du concubinage
  - 1/ Déclaration sur l'honneur
  - 2/ Certificat de concubinage
  - 3/ Acte de notoriété

##### II - Effets du concubinage

- A/ Effets du concubinage à l'égard des tiers
  - 1/ contre l'auteur d'un accident
  - 2/ à l'égard des enfants
- B/ Effets du concubinage entre concubins

##### III- La fin du concubinage :

- A/ le Décès de l'un des concubins
- B/ La rupture du concubinage et ses conséquences
  - 1/ Indemnisation des concubins
  - 2/ Sort des biens acquis pendant la vie commune
  - 3/ Collaboration entre concubins

## **CHAPITRE II – Le PACS**

### I – Conditions :

#### A - Conditions de fond :

##### 1 - Les personnes

a. -Notion de partenaires : Deux personnes physiques

b. - Indifférence de sexe

c. - Âges des partenaires :

i : Deux personnes majeures :

ii : Problème des majeurs protégés :

##### 2 - Consentement

- Existence du consentement

- État de santé mentale des partenaires

##### 3 – Contenu du contrat

4-La contrariété à l'ordre public, art 6 : la limite des empêchements au PACS

#### B – Conditions de forme

##### 1 - Contrat

##### 2 - Déclaration

### II – Les conséquences du PACS

#### A – Régime impératif : les devoirs et les obligations des PACSés

##### 1/ Les obligations personnels :

a/ Obligation de vie commune, cohabitation.

b/ Une obligation de fidélité ?

## 2/ Aspects patrimoniaux

- a/ Aide matérielle et assistance réciproque.
- b/ Besoins de la vie courante.
- c/ Présomption de pouvoir.
- d) Ouverture d'une mesure de protection et charges tutélaires.

B / La liberté des partenaires pour la détermination du régime de leurs biens

## III – La fin du PACS :

A / Causes

B / Effets de la rupture

- 1/ Droits successoraux
- 2/ Responsabilité civile

## **TITRE 2 : Le couple marié**

### **Avant-propos introductifs :**

- 1/ Définition du mariage :
- 2) Nature juridique
- 3) Liberté du mariage

## **CHAPITRE I – La formation du mariage**

I : Les conditions de fond de formation du mariage

A ) Les conditions d'aptitude des futurs époux

- 1) La question du sexe
- 2) La condition de puberté
- 3) capacité
  - a) Majeur sous sauvegarde de justice.

b/ Majeur en curatelle.

c/ Majeur en tutelle.

## B Les conditions d'ordre moral et social

1) L'interdiction de la bigamie

2) La prohibition de l'inceste

a/ Entre parents par le sang.

b/ Entre alliés en ligne directe.

c/ Entre alliés en ligne collatérale :

3) Dispenses

a) Possibilités de dispenses.

i) Aucune dispense n'est possible en cas d'inceste dit « absolu ».

ii) En revanche, les empêchements dits « relatifs » peuvent être levés par dispense

b) Causes de dispense

c) Procédure de dispense.

## C -Le consentement des époux

1) La liberté du consentement:

a/ La liberté de se marier avec la personne de son choix : sort des clauses restrictives de la liberté du consentement

i) Relations de travail : sort des clauses de célibat

ii) Clauses insérées dans une libéralité

b/ La liberté de ne pas se marier :

i) Violence ou mariage sous contrainte :

ii) Sort des engagements antérieurs à la célébration : les promesses de mariage

\*-Absence de force obligatoire aux fiançailles

\*\* - Effets juridiques des fiançailles : responsabilité de l'auteur ayant entraîné la mort de l'un des fiancés

### \*\*\* rupture des fiançailles et sort des cadeaux

#### 2) L'existence du consentement

a) Expression du consentement : altération des facultés d'expression

i) Altération des facultés corporelles.

ii) Altération des facultés mentales

b) Défaut d'intention matrimoniale

#### 3) Les vices du consentement

a) Exclusion du dol :

b) Erreur

i) Nature de l'erreur :

ii) Existence d'une erreur déterminante. :

iii) typologie d'erreur

## II : Les conditions de forme de formation du mariage

### A) Les formalités préalables

1 ) Pièces à remettre à l'officier de l'état-civil :

a) Pièces à produire en toute hypothèse

i) Acte de naissance de chacun des futurs époux

ii) Pièces complémentaires

b)- Pièces à produire dans des hypothèses particulières

2 ) Audition des futurs époux :

3) Publications :

a) nécessité de procéder à une demande de publication

- b) Lieux de publication
- c) Délais
- d) Dispenses

B– La cérémonie du mariage :

- 1) Lieu de célébration :
- 2 ) Publicité
  - a) Célébration à la mairie
  - b)-Célébration portes ouvertes
  - c) Présence de témoins
- 3 ) Solennité :
  - a) Compétence de l'officier de l'état civil
  - b) Présence des futurs époux
  - c) Déroulement de la célébration
- 4) Formes particulières de célébration
  - a) Mariage hors mairie
  - b) Mariage posthume
  - c) Mariages internationaux
    - i) Mariage d'un ou de deux Français à l'étranger.
    - ii) Mariage de deux étrangers en France.

## **CHAPITRE II –Les sanctions des conditions de formation du mariage**

I- Les oppositions à mariage :

- A) Personnes pouvant faire opposition et motifs d'opposition
  - 1) Opposition pour tous motifs : père, mère et ascendants
  - 2 ) Opposition pour motifs déterminés
    - a) Opposition du conjoint de l'un des futurs époux
    - b ) Opposition des collatéraux :

\*Absence d'autorisation du conseil de famille :

\*\* Démence du futur conjoint.

c ) Opposition du tuteur

3) Opposition du ministère public

B- Effets de l'opposition

1) Obstacle à la célébration du mariage

2) Mainlevée de l'opposition

a) Mainlevée volontaire

b) Mainlevée judiciaire

II – La distinction entre empêchements et causes de nullité : empêchement prohibitifs et empêchements dirimants

A) Empêchements simplement prohibitifs : pas de nullité encourue

1) Empêchements généraux

a) L'opposition régulière au mariage

b) Le défaut de publication préalable

2) Empêchements spéciaux

a) Le défaut d'autorisation administrative pour certains fonctionnaires et militaires

b) La non-transcription du jugement de divorce sur les actes de l'état civil

B : Empêchements dirimants : les véritables causes de nullité

1) Causes de nullité relative

2) Causes de nullité absolue

a) nullité pour impuberté

b) nullité pour inceste

- c) nullité pour bigamie
- d) nullité pour défaut de consentement
- e) nullité pour clandestinité,
- f) nullité pour incompetence de l'officier de l'état civil,
- g) nullité pour défaut de présence de l'un des époux

### III – L'action en nullité

#### A ) Régime de l'action en nullité relative

##### 1 ) Nullité résultant d'un vice de consentement des époux

- a) Personnes qui peuvent demander la nullité
- b) Extinction de l'action en nullité par la prescription

##### 2) Nullité résultant du défaut d'autorisation de la famille

- a) Personnes qui peuvent demander la nullité
- b) Durée de l'action
- c) Confirmation

#### B ) Régime de l'action en nullité absolue

##### 1) Des personnes qui ont qualité pour agir

##### 2) Prescription

### IV- Les effets de l'annulation

#### A )Effets normaux : le principe de rétroactivité

1) Conséquences de l'anéantissement rétroactif du mariage, relatives à la personne des époux.

2) Conséquences sur l'acquisition de la nationalité française par mariage.



B) Atténuation des conséquences de la nullité en cas de mariage putatif

- 1) Théorie du mariage putatif
- 2) Effets du mariage putatif

### **CHAPITRE III – Les effets du mariage**

#### I – Les devoirs entre époux

##### A ) Devoirs personnels

- 1) Le devoir de respect
- 2) Le devoir de fidélité
  - a) le devoir conjugal
  - b) La face négative de l'obligation de fidélité : l'abstention de tout comportement infidèle
- 3) Le devoir de communauté de vie
- 4) Le devoir d'assistance

##### B) Devoirs pécuniaires –

- 1) Le devoir de secours et contribution aux charges du mariage :
  - a) Approche distinctive : deux notions différentes
  - b) Approche unitaire : deux face du devoir général d'entraide
  - c) Solution compromissoire
- 2) Modalités de contribution aux charges du mariage

#### II- Les effets du mariage sur la vie du couple

##### A) L'autonomie des époux

- 1) Autonomie bancaire
- 2) Autonomie mobilière
- 3) Autonomie quant aux biens personnels

4) Autonomie professionnelle :

B) Le choix de la résidence familiale

### **TITRE 3 : Les remises en causes du mariage : la désunion**

#### **Sous-titre I : les divorces judiciaires**

##### **Chapitre 1 : Le divorce par consentement mutuel**

I- Conditions du divorce par consentement mutuel

A) Existence d'un consentement mutuel

B) Existence d'une capacité à consentir

1) Mineur émancipé.

2) Majeur protégé.

C) Existence d'une convention homologuée

1) Annexe de la requête en divorce

2) Dépôt de la requête.

II- Contenu de la convention

A) Prestation compensatoire.

B) Modalités d'exercice de l'autorité parentale.

C) Autres conséquences du divorce.

##### **Chapitre II : Le divorce par acceptation du principe de la rupture du mariage ou divorce accepté**

I. Accord pur et simple sur le principe de la rupture

A) Moment de l'acceptation du principe de la rupture du mariage

B Prononcé du divorce :

### **Chapitre III— Le divorce pour altération définitive du lien conjugal**

#### I- Les conditions du divorce pour altération définitive du lien conjugal

- A) Notion de séparation
- B) Durée de la séparation

#### II– La position du défendeur :

- A) demandes concurrente en divorce pour faute et ADLC : Ordre d'examen des demandes.
- B) Repense possible face à une demande reconventionnelle en divorce pour faute : le changement de fondement de la demande initiale en divorce

### **Chapitre IV- Le divorce pour faute**

#### I- La faute, cause de divorce

- A) Principes généraux de la faute
  - 1) Élément mental : imputabilité d'un fait personnel
  - 2) Moment de commission de la faute
    - a) Faute antérieure au mariage
    - b) Faute antérieure ou non à la procédure de divorce
- B) Violation grave ou renouvelée des devoirs et obligations du mariage
  - 1) Violation d'une obligation légale
    - a) Violation de l'obligation de communauté de vie
    - b) Violation de l'obligation de fidélité
  - 2) Violation grave ou renouvelée rendant intolérable le maintien de la vie commune
- C) Réciprocité des fautes
  - 1) Demande reconventionnelle
  - 2) Absence de demande reconventionnelle

## II-Réconciliation des époux

- A) Notion de réconciliation
- B) Conséquences de la réconciliation

## Sous-titre II- La procédure judiciaire de divorce

### Chapitre 1 : Règles communes à toutes les procédures de divorce :

#### I - Choix préalable entre divorce et séparation de corps

- A) Analogies avec le divorce
- B) Particularités des demandes reconventionnelles
- C) Comparaison des csqs
- D) Fin de la séparation de corps

#### II – La saisine du juge

- A) L'identification du juge compétent
- B) La requête initiale:

#### III- Les premières mesures judiciaires

- A) La tentative de conciliation
- B) Les mesures provisoires
  - a) Le recours à une médiation familiale
  - b) L'autorisation donnée aux époux de résider séparément et l'organisation de la résidence séparée (C. civ., art. 255-3o).
  - c) L'attribution à l'un des époux de la jouissance du logement familial et du mobilier du ménage (attribution à titre gratuit ou moyennant une indemnité d'occupation) ou le partage entre les époux de cette jouissance (C. civ., art. 255-4o)
  - d) La remise des vêtements et d'objets personnels (C. civ., art. 255-5o)
  - e) La fixation d'une pension alimentaire au profit de l'un des époux,
  - f) L'allocation d'une provision pour frais d'instance (C. civ., art. 255-6)
  - g) (La répartition du règlement provisoire de tout ou partie des dettes (C. civ., art. 255-6) :
  - h) L'allocation à un époux de provisions à valoir sur ses droits dans la liquidation du régime matrimonial

i) L'attribution de la jouissance ou de la gestion des biens communs ou indivis autres que le logement ou le mobilier du ménage

j) La désignation de tout professionnel qualifié en vue de dresser un inventaire estimatif ou de faire des propositions quant au règlement des intérêts pécuniaires des époux :

k) La désignation d'un notaire en vue d'élaborer un projet de liquidation du régime matrimonial ou de formation des lots à partager (C. civ., art. 255-10).

l) L'apposition de scellés sur les biens communs ;

m) L'organisation de la situation des enfants mineurs

n)- Le recours à une enquête sociale.

#### IV- La confirmation de la volonté de divorcer

A) Assignation au fond

B) les réponses possibles du défendeur

1) Contestation du bien fondé de la demande de divorce :

2) La réponse par une demande reconventionnelle

C) Une réponse offensive : une demande concurrente

D) Passerelles entre les différentes procédures de divorce

1) La passerelle générale vers un divorce gracieux :

2) La passerelle au sein des divorces contentieux vers le divorce pour acceptation du principe de la rupture

3) La passerelle entre ADLC vers un divorce pour faute présentée reconventionnellement et ses suites

## Chapitre II – Les principes gouvernant toute instance en divorce

I – Le principe de confidentialité des échanges

II – Les principes gouvernant la preuve

A) Charge de la preuve

B) Obligation de coopération des parties et des tiers

C) Liberté de la preuve

D) Limites à la liberté de la preuve

1) Limite posée par l'art. 252-4 : les éléments divulgués lors de la conciliation

2) Limite posée par l'art. 259 la. 2 : les témoignages de la famille

3) Limite posée par l'art 259-1 : les éléments de preuve captée par fraude ou violence

4) Limite posée par le principe de loyauté de la preuve :

### **Chapitre III- Particularités de la procédure applicable au divorce par consentement mutuel**

I- Une procédure simplifiée

II- Procédure d'homologation de la convention

A)- Préservation des intérêts de chacun des époux

B) Intérêts des enfants

C - Liquidation du régime matrimonial

### **Sous titre III –le divorce extrajudiciaire : le divorce par consentement mutuel par acte sous signature privée contresigné par avocats, déposé au rang des minutes d'un notaire**

I- Questions préliminaires

A) Domaine de cette nouvelle forme de désunion : Extension à la séparation de corps ?

B) Une nouvelle terminologie

C) Une nouvelle philosophie

II- Conditions du divorce par consentement mutuel conventionnel

A) Conditions négatives

- 1) Absence de demande d'audition de l'enfant
- 2) Absence de régime de protection pour l'un ou l'autre des époux

B) Conditions positives

- 1) Accord sur la rupture du mariage et ses effets
- 2) Nécessité de deux avocats distincts

A) Établissement d'une convention

- 1) Contenu de la convention
- 2) Forme de la convention
- 3) Délai de réflexion

B) Suites de la convention

- 1) Rôle du notaire
- 2) Effets de la convention

C) Après-divorce conventionnel –

## **Sous titre IV – Les effets du divorce**

### **Chapitre I – Effets du divorce à l'égard des époux**

#### I – La situation personnelle des époux

A) Conséquences sur les obligations du mariage :

- 1) Disparition des obligations entre époux
- 2) Possibilité de se remarier

B) Régime particulier applicable au nom

- 1) Principe : perte du droit à l'usage du nom
- 2) Dérogation conventionnelle ou judiciaire : maintien du droit à l'usage du nom

- a) Intérêt particulier justifiant le maintien de l'usage du nom
  - \*Intérêt professionnel.
  - \*\* Propriété intellectuelle.
  - \*\*\* Présence d'enfants communs
- b) Dérogation conventionnelle
- c) Dérogation judiciaire

## II- La situation patrimoniale des époux

### 1) Le règlement du passé :

- a) La liquidation du régime matrimonial
- b) Le sort des donations et avantages matrimoniaux
  - i) Droits, donations et avantages matrimoniaux sur lesquels le divorce n'a pas d'incidence
    - \*Donations de biens présents
    - \*\*Avantages matrimoniaux
  - ii)- Droits, donations et avantages matrimoniaux sur lesquels le divorce a une incidence
- c) Le sort du logement familial
  - i) En cas de location
  - ii) Logement bien propre ou bien personnel de l'un des conjoints

### 2) L'aménagement du futur

- a) la prestation compensatoire
  - i) Modalités d'appréciation des besoins et ressources
  - ii) Modes d'exécution de la prestation compensatoire

xxx attribution d'une somme d'argent :

xxx:L'attribution de biens en propriété ou d'un droit temporaire ou viager d'usage, d'habitation ou d'usufruit

xxx possibilité de cumul argent et biens:



\*\* Rente

xxx une rente viagère :

xxx modalités de versement de la rente

xxx possibilité de capitalisation de la rente

Xxx possibilité de cumul rente / capital

\*\*\* - Garanties

b) Les dommages et intérêts

i) Dommages et intérêts de l'article 266 du code civil

ii) Dommages et intérêts de l'article 1382 du code civil

iii) Rapports entre les articles 266 et 1382 du code civil

## Chapitre II – Effets du divorce à l'égard des enfants

### I – Les modalités d'exercice de l'autorité parentale

#### A) La dévolution de l'autorité parentale

##### 1) Modalités de l'exercice de l'autorité parentale

a) Principe de l'exercice en commun de l'autorité parentale

b) Exception au principe : l'exercice de l'autorité parentale par un seul des parents

c) Enfant confié à un tiers

##### 2) Modifications de l'exercice de l'autorité parentale

#### B) La résidence de l'enfant

##### 1) Le sort des fratries

##### 2) La résidence alternée

##### 3) La fixation de la résidence chez l'un des parents

a) Csq : droit de visite et d'hébergement :

b) Droit de visite dans un espace agréé de rencontre

c) droit de visite des tiers

II- Les charges de l'entretien et de l'éducation des enfant

A) Détermination de l'obligation d'entretien

1) Bénéficiaires :

2) Caractère d'ordre public

B) Fixation de l'obligation d'entretien

1) Cas de divorce

2) Modalités de fixation de l'obligation

3) Exécution de l'obligation d'entretien

### **Sous titre V– La séparation de corps**

I - Présentation concurrente d'une demande en divorce et d'une demande en séparation de corps

II – Les effets entre époux de la séparation de corps

A ) Situation personnelle

B) Situation patrimoniale

III – Cessation de la séparation de corps

## **DEUXIEME PARTIE - L'enfant :**

### **PROPOS INTRODUCTIFS**

I- Principes directeurs : vérité et égalité des filiations

A) Droit antérieur à 1972.

B) Loi du 3 janvier 1972

C) Ordonnance du 4 juillet 2005 et la loi de ratification du 16 janvier 2009

II- Boulversements actuels

A) Boulversement du couple parental

B) Boulversement de la maternité.

1) Premières positions de la France

a) Cas d'enfants nés aux USA :

b) Cas d'enfants nés en Inde

2) Positions de la Cour européenne des droits de l'homme

3. Premier Revirement de la Cour de cassation, Menesson et Labassee  
ass. plén., 3 juill. 2015

4. Nouvelles condamnations de la France par la CEDH

a) Deux affaires jointes Foulon et Bouvet c. France (nos 9063/14 et 10410/14) , CEDH du 21 juill. 2016

b/ Laborie

5. Dernières positions de la France

a) Cass. Civ. 5 juillet 2017, 16-16495

b) Cass. Civ. 5 juillet 2017-16-16455 :

c) Cass. Civ. 1<sup>ère</sup> 29 nov. 2017, 16-50061, SEYLAN né en Ukraine à Kiev

d) Deux arrêts Cass. Ass Plen 5 octobre 2018 Menesson, 10-19053 et 12-30138 Bouvet

## **CHAPITRE I – Dispositions générales**

I- Les présomptions relatives au moment de la conception

A) La période légale de conception

B) La présomption omni meliore momento

C) Le caractère simple des présomptions

1) De la présomption irréfutable à la présomption simple.

2) Conséquences.

D) Présomptions et procréation médicalement assistée

II – Preuve directe de la vérité biologique

A) Droit à la preuve scientifique dans les procès

1) Recevabilité de l'action.

2) Le droit à la preuve scientifique

3) Preuves scientifiques possibles

B) Exclusion de la preuve scientifique en dehors d'un procès

C) Conditions d'administration de la preuve scientifique

1) Consentement des intéressés

2) Refus de se soumettre à l'expertise

3) Motif légitime de refuser une expertise biologique

a) Motif admis

b) Motif refusé :

c) Conséquence du refus de se soumettre à une expertise biologique et preuve de la filiation. Position européenne

#### 4/ Expertise post-mortem

### III La possession d'état

A Eléments constitutifs de la possession d'état

B Caractères de la possession d'état

C Preuve de la possession d'état.

## **CHAPITRE II – L'établissement extrajudiciaire de la filiation**

### I – L'établissement de la filiation par l'effet de la loi

A) L'établissement de la filiation maternelle :

1) le principe:

2) seule condition : l'indication du nom de la mère

3) exception au principe

B) La présomption de paternité

1) Principe

2) Conditions :

3) Applications :

a) Cas de l'enfant conçu dans le mariage :

b) Naissance après dissolution du mariage.

c) Naissance de l'enfant pendant le mariage

4) Exclusion de la présomption de paternité

a) Causes d'exclusion de la présomption de paternité

i° - Absence d'indication du mari en qualité de père dans l'acte de naissance de l'enfant

ii° - Conception de l'enfant au cours d'une période de « séparation légale » des époux

b) Rétablissement de la présomption de paternité

c) Reconnaissance et présomption de paternité

## II – L'établissement de la filiation par reconnaissance

### A) La reconnaissance, mode subsidiaire d'établissement de la filiation

#### 1) Enfants dont la filiation peut être établie

##### a) Principe de droit à l'établissement de la filiation

i) L'enfant né viable

ii) L'enfant déclaré sans vie

iii) La reconnaissance posthume

##### b) Restrictions à l'établissement de la filiation

i) Enfant incestueux.

ii) Accouchement sous X et reconnaissance maternelle.

iii) Accouchement sous X et reconnaissance paternelle.

#### 2) Reconnaissance et établissement de la filiation par effet de la loi

a) Filiation maternelle

b) Filiation paternelle

i) Filiation paternelle hors mariage

ii) Filiation paternelle en mariage

#### 3) Enfants dont la filiation n'est pas déjà établie

### B) Conditions de validité de la reconnaissance

#### 1) Conditions de fond

2) Conditions de forme

- a) Reconnaissance devant l'officier d'état civil
- b) Reconnaissance devant notaire
- c) Reconnaissance en justice

III – L'établissement de la filiation par la possession d'état

A) Preuve de la possession d'état par un acte de notoriété

1) Etablissement de l'acte de notoriété

- a) Procédure
- b) Demandeur
- c) Délai
- d) Preuve de la possession d'état

2) Mention en marge de l'acte de naissance

B) Effets de la possession d'état constatée par acte de notoriété

- 1) Établissement de la filiation
- 2) Contestation

CHAPITRE III – Les actions judiciaires relatives à la filiation

I- Actions judiciaires relatives à la filiation maternelle

A ) Action en recherche de maternité

1) Conditions de l'action

- a) Ouverture de l'action
- b) Qualité des parties à l'action
- c) Prescription de l'action

2) Preuve de la maternité

B) Action en constatation de la possession d'état à l'égard de la mère

1) Conditions de l'action

2 ) Qualité des parties à l'action

3) Prescription de l'action

### C) Actions en contestation de la filiation maternelle

1) Action en contestation de la maternité sur le fondement de l'art 332 al.1<sup>er</sup> : filiation maternelle établie par un titre (acte de naissance / reconnaissance)

a) Objet de la contestation : supposition ou substitution d'enfant

b) Régime de l'action en contestation : restriction quant au demandeur et quant au délai

2) Action en contestation de la possession d'état à l'égard de la mère : filiation établie par une PE (acte de notoriété extra-jud ou judiciaire)

a) Possession d'état constatée par un acte de notoriété

b) Possession d'état constatée par un jugement

## II – Actions judiciaires relatives à la filiation paternelle

### A) Action judiciaire en établissement de la filiation

1) Enfants conçus ou nés dans le cadre du mariage : le cas du rétablissement de la présomption de paternité écartée par les art. 313 et s.

a) Permanence de l'action en rétablissement de la présomption de paternité

b) Conditions de l'action en rétablissement de la présomption de paternité : action de l'art. 329

i) Ouverture de l'action

ii) Qualité des parties à l'action

iii) Prescription de l'action

c) Preuve de la paternité

2) Enfants nés en dehors du mariage

a) Action en recherche de paternité

### i) Conditions de l'action

b) Action en constatation de la possession d'état à l'égard du père

### B) Actions judiciaires en contestations

1) Action en contestation de la paternité fondée sur l'art 332 al.2 : contestation de l'application de la présomption de paternité ou d'une reconnaissance

a) Contestation de la présomption de paternité

i) action émanant du mari de la mère de l'enfant :

ii) Action émanant de la mère de l'enfant :

iii) action émanant du parquet :

b) Contestation de la reconnaissance volontaire de l'enfant

i) Hypothèse d'une possession d'état conforme au titre de naissance de l'enfant

ii) Hypothèse d'une possession d'état non conforme au titre de naissance de l'enfant

2) Action en contestation de la possession d'état à l'égard du père

a) Possession d'état constatée par un acte de notoriété -

b) Possession d'état constatée par un jugement. –

### III. Les conséquences d'une action en contestation :

#### A. Les effets de la contestation :

1) Effets généraux :

2) Effets accessoires :

i) Art. 337

ii) Csq sur la responsabilité des parents

iii) Csq sur le nom de l'enfant

#### B) L'allocation de dommages et intérêts

### **RESUME synthèse :**

a) Enfant sans possession d'état conforme à son titre

b) Enfant avec une possession d'état conforme à son titre

c) Enfant dénué de titre



**CHAPITRE IV– L'action à fins de subsides**

- I – Régime
- II – Conditions
- III - Effets

**CHAPITRE V – L'assistance médicale à la procréation**

- I – Conditions
  - A ) Bénéficiaires
  - B) Consentement
- II – Conséquences
  - A) Etablissement de la filiation
  - B) Contestation de la filiation